



Conseil économique et social

Distr. générale
19 juin 2015
Français
Original : anglais

Session de 2015

21 juillet 2014-22 juillet 2015

Point 5 c) de l'ordre du jour

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par Global Forum on Human Settlements, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

En matière d'urbanisation et de développement urbain, nous sommes à un carrefour et voyons de plus en plus souvent apparaître des problèmes sociaux prenant diverses formes et intervenant à diverses échelles. Si l'on souhaite prendre l'avantage dans cette bataille urbaine complexe et sans précédent, il est essentiel d'agir rapidement et de prendre des mesures substantielles visant à promouvoir la création de villes à faible émission de carbone véritablement durables. Comme il est précisé dans l'initiative International Green Model City que nous avons lancée dans le but d'orienter la mise au point de modèles pilotes de villes à faible émission de carbone, une ville durable doit répondre à trois piliers du développement durable : compétitivité économique, durabilité environnementale et justice sociale. Toutefois, où allons-nous trouver les solutions ? L'initiative International Green Model City est composée de 12 principes fondamentaux, notamment : zéro carbone, zéro déchet, environnement durable, planification et conception écologiques, transports verts, infrastructures écologiques, bâtiments écologiques, économie verte, mode de vie vert, société harmonieuse, culture et héritage durables et communauté intelligente. Il n'y a aucun moyen d'échapper à cette toile invisible de crises successives, mais il est urgent de prendre des mesures en vue de reconstruire, rénover et réformer nos villes en adoptant les 12 principes fondamentaux susmentionnés – en particulier dans le contexte du développement des zones et des régions – et d'ainsi parvenir à la création de villes vertes, durables et à faible émission de carbone. Parmi ces mesures, citons les suivantes :

a) Accorder plus d'attention aux petites et moyennes villes, qui ont cruellement besoin de plus de soutien financier, d'une volonté institutionnelle plus forte et d'un savoir-faire technique accru pour débloquer leur immense potentiel en matière de croissance économique, de création d'emploi et de construction écologique;

b) Dans les parties du monde en pleine urbanisation, le logement est devenu le principal indicateur de bien-être des populations, les jeunes, les personnes défavorisées et marginalisées vivant dans les villes comptant parmi les groupes les plus vulnérables. Il est nécessaire d'accentuer les efforts visant à mettre en œuvre des programmes (projets de développement de la jeunesse, projets de rénovation des logements, etc.) ciblant ces groupes défavorisés, et ce peu importe les régions dans lesquelles ils se trouvent;

c) Planifier et concevoir l'organisation des villes de manière correcte et scientifique dès le départ est la meilleure façon de résoudre les questions relatives au transport urbain, à la forte consommation d'énergie, à la pollution de l'air et à la ségrégation sociale;

d) Il faut donner plus de moyens aux populations, encourager la participation et orienter les réseaux coopératifs vers la promotion de villes et d'une urbanisation durables;

e) Il est nécessaire de protéger les biens et services d'environnement, les écosystèmes et les sols agricoles et de promouvoir l'efficacité et la durabilité dans la gestion des espaces urbanisés en veillant à la participation et à l'intégration des citoyens dans l'aménagement du territoire;

f) Il faut créer les conditions nécessaires à l'amélioration continue des villes, qui doit reposer sur les principes de responsabilité, de transparence, de bonne gouvernance, et ce pour le plus grand bien de tous;

g) Il est nécessaire de davantage adapter les objectifs de développement durable, les cibles et les indicateurs à la situation locale, ce qui permettra ainsi leur application efficace à l'échelle locale dans le cadre du programme pour l'après-2015;

h) Les partenariats entre secteur public et secteur privé peuvent contribuer à financer, à concevoir, à gérer et à entretenir les infrastructures et les services de transport public de manière rentable.
